

La compétitivité l'emporte sur les programmes conjoncturels

L'économie suisse renoue avec la croissance. Cela montre surtout que des structures compétitives sont plus efficaces que les stimulants étatiques. *Thomas Daum*



Photo: Silvia Oppliger

Thomas Daum, directeur de l'Union patronale suisse

En comparant les pronostics conjoncturels de l'automne 2009 avec l'évolution économique effective de l'année en cours, on ne peut que se frotter les yeux. Il y a un an, les augures annonçaient une croissance inférieure à 1 pour cent. Or, elle frise aujourd'hui les 2,5 pour cent, une valeur que la Suisse, notons-le bien, n'a jamais connue dans les années nonante! L'imprécision du pronostic met aussi en relief notre situation avantageuse en termes de chômage. Celui-ci a certes progressé à 4,5 pour cent jusqu'en 2010, mais pour se replier à 3,5 pour cent en octobre dernier et demeurer à ce niveau, très inférieur à la moyenne annuelle de 5 pour cent que les experts prédisaient.

Certains n'ont pas manqué de faire des gorges chaudes de cette disparité frappante entre les prévisions et l'évolution réelle et d'ironiser sur la fiabilité des modèles économiques. Mais l'essentiel est de savoir pourquoi la Suisse, selon le commentaire de l'OCDE, «a mieux surmonté la crise économique que la plupart des autres pays industrialisés» et recommence si tôt à engranger les succès.

Divers facteurs ont permis à l'économie helvétique de passer brillamment, dans l'ensemble, le test de résistance de la crise financière. Citons d'abord la politique avisée de la Banque nationale suisse, qui a su parer aux effets de l'effon-

drement des marchés financiers et empêcher une valorisation du franc au moment le plus critique. Puis l'effet stabilisateur des dépenses publiques et de l'assurance-chômage, qui ont garanti un volume à peu près constant de la consommation privée. Ensuite, la bonne santé des budgets publics. Quatrièmement, le programme de stabilisation ciblé de la Confédération. Last but not least, le régime de libre circulation des personnes avec l'UE, grâce auquel des immigrants pour la plupart très qualifiés et bien rémunérés sont venus renforcer la demande de logements et de biens de consommation.

De solides fondamentaux

A côté de ces facteurs, des forces plus profondes ont aussi favorisé la reprise. Ces dix à quinze dernières années, l'économie suisse a fondamentalement amélioré ses structures, de sorte qu'elle dispose à présent sur ses marchés d'un potentiel de prestations plus élevé. Alors que dans les années 90, notre pays figurait au bas du classement de l'OCDE en matière de croissance, il compte depuis quelques années parmi les économies les plus dynamiques. Tant le classement mondial de la compétitivité de 2009 («Global Competitiveness Report») que les indicateurs européens de l'innovation en 2009 placent la Suisse en tête. C'est le résultat de nos atouts fondamentaux et d'une politique économique qui met l'accent à la fois sur le développement de la concurrence au plan interne et sur l'ouverture vers l'extérieur.

Les critiques de la gauche, laquelle réclamait l'an dernier des stimulants étatiques beaucoup plus massifs, sont contredites par l'évolution de l'économie réelle. Si on les avait écoutées, l'Etat aurait fait des dépenses inutiles, aggravé son endettement et sans doute provoqué une surchauffe dans certains secteurs. Souhaitons que cette gauche en tire la leçon et qu'elle admette à son tour que dans la durée, des structures compétitives sont plus utiles que des plans de relance conjoncturelle. ■